



Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne

52 | 2017

Manuel Tuñón de Lara (1915-2015)

Le test brésilien

Manuel Tuñón De Lara



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1022>

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 251-253

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Le test brésilien », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1022>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Le test brésilien

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Le test brésilien », revue *Esprit*, n° 299, octobre 1961, p. 463-466.

- 1 Les pays latino-américains pourront-ils combler leurs déficiences économiques sans briser leurs structures politiques constitutionnelles ? Voilà la question que se posent ceux qui sont attirés par le déroulement des événements en Amérique latine, notamment depuis l'expérience du « castrisme » en Cuba.
- 2 L'entrée de Xanio Quadros au palais présidentiel de Brasília, au début de 1961, après avoir obtenu un nombre de voix plus élevé qu'aucun autre candidat à la présidence du Brésil, avait fait de son mandat présidentiel un test passionnant.
- 3 Quadros est un homme de formation catholique, porté au pouvoir avec l'appui des partis de droite (mais surtout de la grande masse de la population qui ne suit pas docilement les partis) et contre l'opposition du Parti communiste brésilien qui n'avait pas fait preuve d'une grande lucidité en stigmatisant ce « serviteur des trusts ». La gauche avait réussi pourtant à faire élire à la vice-présidence son candidat, Joanio Goulart, l'homme le plus populaire du puissant parti travailliste.
- 4 Quadros avait trouvé un pays dont l'industrialisation s'était amorcée sur la base d'une inflation galopante et d'une augmentation fabuleuse du coût de la vie¹. Un pays dont le revenu national par tête ne dépassait guère 75 000 anciens francs par an, dont 27 % provenant du secteur agricole et 23 % de l'industrie et le bâtiment, la rémunération du travail constituant 46 % de ce revenu. Son commerce extérieur (dont 40 % est fait avec les États-Unis) dépend presque exclusivement de l'exportation du café (50 % des exportations), du cacao, du sucre, du coton et du minerai de fer.
- 5 C'est donc un pays, à la croisée des chemins, qui possède des possibilités économiques extraordinaires mais qui doit faire un effort gigantesque pour sortir du sous-

développement, d'autant plus que son taux de croissance démographique est des plus élevés.

- 6 Le nouveau président, fidèle à son emblème –un balai–, commença par faire des économies dans l'administration et prendre des mesures monétaires au risque de s'aliéner les sympathies d'une partie de ses électeurs. Mais son style direct, ses plans de transformation agraire, notamment pour le « quadrilatère de la faim » au nord du pays et, surtout, son goût d'affirmer l'indépendance du Brésil à l'heure de prendre des décisions en politique étrangère, avaient été suffisants pendant huit mois pour qu'il conserve sa popularité.
- 7 Pendant la campagne électorale, Xanio Quadros n'avait pas caché une sympathie modérée pour le régime révolutionnaire cubain. On dit à ce moment-là qu'il s'agissait d'une ruse électorale ; mais une fois devenu chef de l'état, il ne songea pas à changer cet aspect de sa politique étrangère. Lorsque M. Berle Jr. lui rendit visite, il échoua dans sa tentative de joindre le Brésil à une coalition anticubaine, devant le refus poli du président Quadros. En avril, au moment de l'attaque manquée contre Cuba, Quadros se cantonna dans une attitude prudente tout en insistant sur le principe de non-intervention dans les affaires d'un autre état latino-américain. Par la suite, il envoya une délégation à La Havane pour négocier un accroissement des échanges commerciaux.
- 8 Ce n'était pas beaucoup, mais c'était tout de même se mettre en travers du chemin de ceux qui poursuivaient l'isolement total de Cuba. Ajoutons que cet « homme des trusts » de la propagande communiste, rétablit les relations diplomatiques avec l'URSS, rompues depuis 1946, et jeta les bases d'un accord commercial avec la Chine de Mao-Tse-Tung, où d'ailleurs se rendit le vice- président Goulart. Mais ces gestes de politique étrangère, qui n'allaient pas plus loin que ceux du Mexique, de l'Argentine ou de l'Uruguay, n'excitaient pas davantage les conservateurs brésiliens ni les compagnies étrangères qui ont des milliards investis au Brésil. C'était, encore une fois, le spectre de Cuba fidéliste, qui hantait les esprits de ceux qu'on est convenu d'appeler les gens d'ordre.
- 9 La première semaine du mois d'août, se réunit à Punta del Este (Uruguay) la conférence économique interaméricaine où M. Douglas Dillon exposa le plan de « l'Alliance pour le progrès » et promit vingt milliards de dollars (américains, européens et japonais, investissements privés et publics) pour les dix premières années. Ce fut, en réalité, une conférence sans histoire, malgré les éclats de l'intervention du Commandant « Che » Guevara, délégué de Cuba. La véritable histoire commença le lendemain de la clôture des travaux de la conférence, par la visite de « Che » Guevara au président argentin M. Frondizi, qui devait coûter son poste au ministre argentin des Affaires étrangères. Quarante-huit heures plus tard, le « deuxième homme » de la révolution cubaine était reçu à Brasília par le président Quadros et se voyait décerner par ce dernier la plus haute décoration brésilienne, la Grand-Croix du Cruzeiro-do-Sul.
- 10 Ce fut le signal du déchaînement de ce que le président Quadros a qualifié de « forces obscures » dans son message d'adieu au Parlement. Le gouverneur de Guanabara (Rio), M. Lacerda, pamphlétaire bien connu, propriétaire du journal *Tribuna da Imprensa*, qui avait joué un rôle de premier ordre dans la crise qui aboutit au suicide du président Vargas (1954) et qui avait essayé de s'opposer par la force, d'accord avec quelques militaires, à l'accession à la présidence de M. Kùbitschek après les élections, donna le mot d'ordre de « descendre dans la rue pour empêcher la cubanisation du Brésil ».

- 11 Du jour au lendemain le monde entier apprit que le président Xanio Quadros avait présenté sa démission avec caractère irrévocable. Il s'adressa au Parlement pour avouer qu'il « avait été vaincu par la réaction » et « que tous les efforts déployés pour conduire le Brésil sur la voie de la vraie liberté politique et économique avaient été vains ». Cependant, le plus élémentaire respect de la légalité commandait que le vice-président Goulart (qui mit fin à son voyage en Chine) devienne président de la République conformément à la Constitution.
- 12 C'était ne pas compter avec « les forces obscures » ; M. Lacerda et les ministres militaires, notamment le maréchal Odile Denys s'y opposèrent nettement puisque, d'après eux, il fallait « défendre la démocratie contre le communisme », tandis qu'à Brasilia, M. Mazzilli, président par intérim, hésitait sans réussir à former un vrai gouvernement. Ce qui mérite réflexion, ce sont les déclarations du maréchal Denys au correspondant de l'United Press : « Le moment est arrivé de choisir entre le communisme et la démocratie. » Et pour défendre la démocratie, il ordonna l'arrestation du maréchal Teixeira Lott (qui avait déjoué le complot de M. Lacerda en 1955), des dirigeants syndicaux, des dirigeants de l'Union nationale des étudiants, instaura la censure de presse la plus sévère et mobilisa l'Armée contre les naïfs qui pensaient que le respect de la Constitution était la défense de la démocratie.
- 13 Pour une fois, l'opinion nationale ne s'est pas laissé bernier par des slogans élémentaires, ni intimider par le bruit des sabres. Une mobilisation nationale a riposté à un coup de force dont le caractère d'extrême-droite était évident : des cheminots et des ouvriers en grève, des étudiants manifestant dans les rues, les, ligues paysannes du nord mobilisées et, surtout, la cristallisation de cet état d'esprit par la résistance organisée, dans l'état de Rio Grande-do-Sul, par le gouverneur travailliste M. Brizzola et le général Machado López (catholique), chef de la troisième armée, forts de l'appui de 50 000 hommes armés et organisés en Milices populaires. C'est grâce à ce foyer de résistance que le nouveau président Goulart put rentrer dans son pays.
- 14 On connaît la suite des événements. Le Parlement s'est prêté à un compromis en votant tambour battant une réforme de la Constitution d'après laquelle le président de la République désigne un président du Conseil qui est responsable, avec ses ministres, devant les chambres. En somme, un régime parlementaire, fait exprès pour diminuer les pouvoirs du président Goulart, soupçonné de « gauchisme ».
- 15 Le président a déjà choisi le premier ministre, mais il a bien laissé entendre que c'est le peuple qui devra, en dernière instance, trancher cette question. L'enthousiasme de l'accueil populaire que le président Goulart a reçu partout, contraste avec la position de M. Lacerda : « Je demeure à mon poste de gouverneur pour sauver au Brésil les principes chrétiens et démocratiques dont nul ne doit s'écarter ». M. Lacerda n'hésite pas à se considérer, à la tête de l'état de Guanabara, comme « le principal obstacle auquel se heurtent les forces du communisme dans leur tentative de conquérir le Brésil. »
- 16 En fait, M. Lacerda et les militaires qui ont essayé en vain d'instaurer un régime de force ont failli jeter eux-mêmes leur pays dans les horreurs d'une guerre civile, et si cette guerre civile n'a pas eu lieu, c'est parce que les gens simples ont montré qu'ils ne reculeraient pas devant la nécessité de la faire, le cas échéant, pour sauver la légalité démocratique. Ce n'est pas le moindre enseignement du test brésilien.
- 17 On nous dira que rien n'est réglé, qu'il ne s'agit que d'une partie remise. Certes, car il nous reste encore à savoir si la « voie cubaine » est la seule ou non pour faire sortir les

hommes latino- américains d'une situation de sous-développement économique et d'injustice sociale difficilement supportable dans notre temps.

- 18 Il y a seulement deux mois, un professeur de l'Université de Columbia, M. Frank Tannenbaum rappelait que le revenu *per capita* annuel des États-Unis est de 2 500 dollars et celui de l'Amérique latine de 200 dollars, et il ajoutait : l'écart entre ces revenus est si grand que tant qu'il ne sera pas réduit, il n'est pas possible d'espérer que les peuples des pays latino-américains s'identifient avec nos aspirations, nos projets ou nos décisions politiques... Les gouvernements latino-américains offrent une adhésion de pure façade ou essayent de s'identifier honnêtement avec les États-Unis, mais dans les deux cas, les familles qui tiennent ces gouvernements sont aussi éloignées de leurs peuples que nous-mêmes. »
-

NOTES

1. Coût de la vie à São Paulo : 1948 = 100 ; 1956 = 418 ; 1960 = 1021.